



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-018- DB

| | |
|---|---|
| Date d'affichage : 21 février 2020 | Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt. |
| Nombre de membres : 23 | |
| En exercice : 23 | |
| Quorum : 12 | |
| Présents: 18 | Membres présents en séance : |
| Excusé(s) : 4 | Présents : (18) |
| dont pouvoir(s) : 3 | Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU. |
| Absent(s) : 1 | |
| Nombre de votants : 21 | |
| Secrétaire de séance : | Excusé(s) : (4) |
| M. Eric MOUSSERION. | Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON |
| | Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3) |
| | Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT |
| | Absent(s) : (1) |
| | Guy BERTIN |

DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES - CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SOCIÉTÉ DUJARDIN CONCEPTS - VOLET "MODERNISATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF" (MAP)

La société DUJARDIN CONCEPTS est fabricant de menuiseries Alu. L'entreprise, en plus de la production, effectue la pose de ses propres menuiseries auprès de clientèle publique et privée.

Installée à Allonnes, à proximité de la zone du Grand Bois, et dirigée par Monsieur Lionel DUJARDIN, cette société a été créée en 2013, suite au rachat de la menuiserie BOURDIN.

Désormais, l'entreprise emploie 14 personnes (9 en CDI et 5 en CDD).

Pour continuer son développement, l'entreprise souhaite acquérir une table de découpe par jet d'eau permettant la découpe de pièces en acier aluminium, matériaux composites, etc., autant de matériaux tendres que durs et d'une pompe haute pression.

Ce projet est essentiel dans le cadre de la modernisation de leur appareil productif pour les raisons suivantes :

- 1- Accroître la rentabilité de l'entreprise et réduire les coûts de production ;
- 2- Augmenter la croissance de l'entreprise et le chiffre d'affaires ;
- 3- Diminuer la sous-traitance ;
- 4- Proposer une nouvelle gamme de produits.

Le projet d'investissement se décompose comme suit :

| Poste | Montant € (HT) |
|--|------------------|
| Acquisition d'une table de découpe par jet d'eau | 267 650 € |
| TOTAL | 267 650 € |

L'aide financière, au titre de la modernisation de l'appareil productif peut être calculée comme suit :

| | |
|--|--------------|
| Montant éligible | 250 650 € HT |
| Taux d'aide accordé par la CA SVL | 5,6 % |
| Montant de l'aide allouée par la CA SVL (plafonné à 50 000 €) | 14 276 € |

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant,

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018,

Vu le budget primitif adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019,

Vu la décision du Bureau Communautaire n° 2018/128 DB du 25 octobre 2018, approuvant le règlement d'aide financière à la modernisation de l'appareil productif des entreprises,

Vu l'avis favorable du Groupe de Travail Économie du 16 janvier 2020,

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- D'APPROUVER la convention dont l'objet est de définir les engagements réciproques avec la société DUJARDIN CONCEPTS et d'accorder le versement d'une subvention de 14 276 euros pour son projet d'investissement, dans le cadre du dispositif d'aides aux entreprises – Volet « Modernisation de l'Appareil Productif » ;

- D'AUTORISER le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



[Signature]
Jean-Michel MARCHAND

| | | |
|-------------------|--------------------|---|
| Matière de l'acte | 7 Finances locales | 7.4 Interventions économiques – 7.4.1 Aides au développement économique de droit commun (art L. 1511-2 du CGCT – création ou extension d'activités économiques) |
|-------------------|--------------------|---|

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »